Rappelant également sa résolution 3201 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et sa résolution 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Reconnaissant la nécessité d'un dispositif approprié qui, par la planification et la programmation efficaces des activités des organismes des Nations Unies, assurera un plus haut degré de cohésion et de coordination et répondra ainsi aux besoins changeants ou nouveaux dans le domaine du développement économique et social,

Réaffirmant la conviction, exprimée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1768 (LIV) du 18 mai 1973, que des mesures à court et à long terme de rationalisation sont nécessaires pour renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la coopération internationale économique et sociale,

Reconnaissant que le programme de travail que le Conseil économique et social devra assumer dans les années à venir en général et en 1975 en particulier est extraordinairement chargé, compte tenu de la suite à donner à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, à la Conférence mondiale de la population et à la Conférence mondiale de l'alimentation, compte tenu également, pour l'avenir, de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement au milieu de la Décennie, de la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, des préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale et des responsabilités qui incombent au Conseil dans le cadre de l'Année internationale de la femme, de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et à l'égard d'autres questions touchant les droits de l'homme,

Notant que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1907 (LVII) du 2 août 1974, a invité le Secrétaire général à présenter au Conseil, à sa session d'organisation en janvier 1975, un rapport contenant des recommandations en vue d'améliorer les arrangements concernant les réunions du Conseil compte tenu de la nécessité d'une meilleure répartition, sur toute l'année, des questions inscrites au programme de travail du Conseil pour chaque année, ainsi qu'une évaluation des incidences financières qui pourraient résulter de ces mesures,

1. *Exprime sa conviction* que le Conseil économique et social, pour s'acquitter de façon satisfaisante de toutes ses responsabilités, en particulier de celles qui concernent la coordination, devrait réorganiser ses travaux de manière à pouvoir faire face aux nouvelles tâches qui apparaissent et appellent une attention et une action urgentes, efficaces et bien coordonnées de la part des organismes des Nations Unies;

2. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il établira le rapport demandé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1907 (LVII), de faire des recommandations précises en ce qui concerne l'appui logistique dont le Conseil a besoin, compte tenu de son programme de travail actuel, y compris la possibilité de prévoir, en sus des sessions ordinaires du Conseil, des arrangements pour convoquer des réunions du Conseil selon les besoins tout au long de l'année, et le

prie d'effectuer une analyse des incidences administratives et financières de ces arrangements;

3. *Prie* le Conseil économique et social, en tenant pleinement compte du rapport du Secrétaire général mentionné au paragraphe 2 ci-dessus, de prendre, à sa session d'organisation pour 1975, les décisions nécessaires pour permettre au Conseil d'accomplir ses travaux en 1975 de la façon la plus efficace possible, le cas échéant en tenant compte des réunions intersessions;

4. *Prie en outre* le Conseil économique et social, compte dûment tenu des dispositions figurant aux paragraphes 1 et 3 de la résolution 1622 (LI) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1971, d'étudier de nouvelles solutions pour organiser ses travaux, y compris de nouvelles méthodes pour la formulation de son ordre du jour, l'examen des rapports des organes subsidiaires, ainsi que les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au système actuel de la coopération interorganisations, de prendre des dispositions en vue de l'adaptation progressive de ses organes subsidiaires à ce nouveau système et de présenter un rapport sur l'état des travaux à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session;

5. *Prie instamment* le Conseil économique et social, lorsqu'il procédera à l'examen mentionné au paragraphe 12 de sa résolution 1768 (LIV), de rationaliser le mécanisme que constituent ses organes subsidiaires, afin de favoriser la réalisation des objectifs énoncés aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus.

2323^e séance plénière
17 décembre 1974

3342 (XXIX). Les femmes et le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant que le thème central de l'Année internationale de la femme proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3010 (XXVII) du 18 décembre 1972 est "Egalité, développement et paix"⁷³,

Rappelant également la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui figure dans sa résolution 2263 (XXII) du 7 novembre 1967,

Rappelant en outre que sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, énonçant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, est le premier instrument à demander la pleine intégration des femmes dans le développement et que l'Année internationale de la femme en 1975 marque le milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Notant que le programme d'action internationale concertée pour le progrès de la femme, énoncé dans sa résolution 2716 (XXV) du 15 décembre 1970, proposait des mesures de politique générale à prendre en vue de l'intégration des femmes dans le développement, fixant des objectifs précis à atteindre pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne l'enseignement, la formation et l'emploi des femmes, leur santé et leur protection en cas de maternité, ainsi que l'administration et la vie publique,

⁷³ Voir résolution 1849 (LVI) du Conseil économique et social, annexe, par. 2.

Notant également que la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ont adopté des plans d'action qui s'adressent à tous les gouvernements de leurs régions et demandent l'établissement de programmes à l'échelle régionale pour intégrer pleinement les femmes dans toutes les phases du développement,

Considérant que le processus de développement serait facilité si les femmes y participaient plus pleinement,

Estimant que l'utilisation intégrale et productive des ressources humaines est un facteur clef pour la promotion du développement économique et social,

Notant avec satisfaction que la Conférence de l'Année internationale de la femme doit avoir lieu à Mexico en juin 1975,

Considérant que la réalisation de nouveaux progrès vers l'intégration complète des femmes dans le développement serait facilitée par des mesures positives de la part des organismes des Nations Unies,

1. *Demande* aux organismes des Nations Unies de fournir une assistance accrue aux programmes, projets et activités qui encouragent et favorisent l'intégration accrue des femmes dans les activités de développement économique aux niveaux national, régional et inter-régional;

2. *Recommande* à tous les organismes intéressés des Nations Unies de revoir leurs programmes de travail et leurs programmes en matière de personnel afin d'évaluer leurs répercussions sur la participation accrue des femmes au développement et sur leur intégration dans des postes d'administrateur et des postes de direction, compte pleinement tenu d'une répartition géographique équitable;

3. *Invite* les organismes des Nations Unies à prêter tout concours utile à la préparation et au déroulement de la Conférence de l'Année internationale de la femme;

4. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Conférence de l'Année internationale de la femme des renseignements sur la mesure dans laquelle les femmes participent aux programmes placés sous les auspices des organismes des Nations Unies;

5. *Invite* les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à tenir compte, dans leurs programmes nationaux de développement, des idées qui figurent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et qui ont rapport à l'intégration complète des femmes dans le processus de développement;

6. *Invite* les gouvernements et les institutions spécialisées ainsi que tous les autres organes et organismes des Nations Unies à coopérer à la réalisation des objectifs énoncés dans la présente résolution.

2323^e séance plénière
17 décembre 1974

3343 (XXIX). Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3172 (XXVIII) du 17 décembre 1973, dans laquelle elle a décidé de convoquer

en 1975 une session extraordinaire consacrée au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant, respectivement, la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, dans lesquelles les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont solennellement proclamé leur détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration du nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social,

Rappelant sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans laquelle elle a déclaré que les mesures qui y sont énoncées devraient être envisagées dans une optique dynamique comportant une évaluation continue pour assurer leur application efficace et leur adaptation aux changements,

Rappelant en outre que les résultats de la Conférence mondiale de la population, de la Conférence mondiale de l'alimentation, de la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, d'autres conférences et instruments prévus ou en préparation dans le cadre des organismes des Nations Unies, les conclusions des négociations commerciales multilatérales et les résultats de la réforme du système monétaire international ainsi que le projet d'examen d'ensemble de la mise en application de la Stratégie internationale du développement, la Déclaration et le Programme d'action et les résultats des travaux préparatoires de la session extraordinaire elle-même doivent contribuer à la réalisation des objectifs de cette session,

Faisant sienne la recommandation formulée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1911 (LVII) du 2 août 1974 tendant à ce que la session extraordinaire examine les principaux thèmes et problèmes liés au processus du développement et, dans ce contexte, arrête des mesures visant à introduire les changements nécessaires appropriés dans les structures et les institutions existantes des Nations Unies et étudie les changements qu'il conviendrait d'apporter à la configuration générale des relations économiques internationales, et tenant compte du fait que le Conseil a créé un comité préparatoire à cette fin,

Rappelant que le progrès économique et social est la responsabilité commune de la communauté internationale tout entière et reconnaissant que la situation économique actuelle du monde exige un attachement renouvelé à la cause du développement,

Soulignant la nécessité de préparer à bref délai et avec soin sa session extraordinaire consacrée au développement et à la coopération économique internationale,

1. *Invite instamment* les Etats Membres à se faire représenter à la session extraordinaire à un niveau politique élevé de façon à garantir qu'elle s'acquittera de manière satisfaisante des tâches qui lui sont assignées grâce à des résultats fructueux et concrets;

2. *Prie* le Conseil économique et social, dans l'exercice de ses responsabilités générales concernant la préparation de la session extraordinaire :